

## CANDIDATURE À LA PRÉSIDENTIELLE 2014

# Finale à cinq

**Dernière ligne droite pour les candidats à l'élection présidentielle. Ils étaient plus d'une centaine à retirer les formulaires de candidature. Seuls cinq d'entre eux auront finalement satisfait aux conditions exigées en récoltant les signatures nécessaires pour être sur la ligne de départ le 17 avril.**

**La candidature du Président sortant a brouillé les cartes. Candidat à sa propre succession, Bouteflika a verrouillé le champ. Les jeux sont faits. Un scénario**

**savamment orchestré a été mis en place, laissant peu de place au doute.**

**Candidat à sa succession, Bouteflika laisse peu de chances à ses adversaires. Ils ne seront finalement pas très nombreux à l'accompagner.**

**Sur la centaine de candidats à la candidature, seuls cinq seront «opposés» à Bouteflika qui brigue un quatrième mandat. Ce sera finalement une élection sans candidat islamiste. Les partis de la mouvance**

**se sont résignés. Faute d'un candidat faisant le consensus, certains ont choisi le boycott quand d'autres ont apporté leur soutien à un candidat n'émanant pas de leur formation politique.**

**Moussa Touati, Louisa Hanoune, Aziz Belaïd, Ali Benflis et probablement Fewzi Rebaïne ont fait le choix d'aller jusqu'au bout d'une aventure électorale à l'issue déjà tranchée par les prometteurs du quatrième mandat. Portraits.**

### Moussa Touati : et de trois !



Recalé par le Conseil constitutionnel en 2004, candidat malheureux en 2009, Moussa Touati valide son ticket pour une seconde participation à une élection présidentielle. Le président du Front national algérien (FNA) dit répondre à l'appel de la patrie.

Contrairement à 2004 où il n'avait pas réussi à collecter les signatures nécessaires au dépôt du dossier, le président du FNA a pu remplir cette condition en comptant notamment sur ses élus. Il aura été le premier à déposer sa candidature au niveau du Conseil constitutionnel. Touati se revendique de la ligne nationaliste. Son programme se résume à la préservation de l'identité nationale. Il fait de la dénonciation des «harkis» un leitmotiv. En 2004, son score n'avait pas dépassé la barre des 2%. Touati n'en a cure. Il réédite l'expérience et dit croire en ses chances. Son parti l'a mandaté pour tenter d'arracher un maximum de voix. Farouche opposant du boycott, il appelle à un vote massif. Le FNA, qui a fait face à une fronde interne, n'était pas sorti indemne des élections législatives. Des voix s'étaient élevées pour reprocher au parti de monnayer les listes électorales. Des accusations balayées du revers de la main par Touati qui accuse certaines «parties» de vouloir déstabiliser sa formation politique.

N. I.

### Louisa Hanoune : au nom de la nation

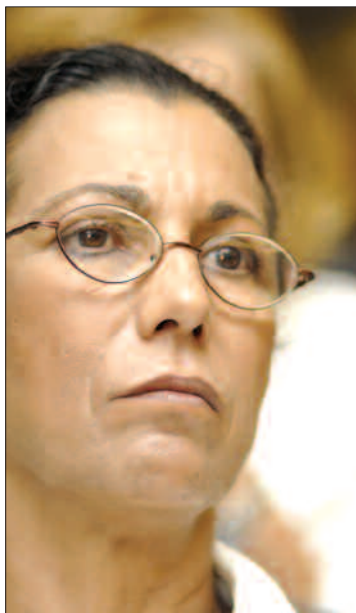
Seule femme candidate à la présidentielle, Louisa Hanoune se lance dans la course pour la troisième fois. En 2004, elle avait obtenu 1% des suffrages avec 101 630 voix derrière Saïd Sadi, Abdellah Djabalah, Ali Benflis et le grand vainqueur de cette consultation,

l'actuel président de la République.

Pour sa seconde participation en 2009, le score de Hanoune s'était quelque peu amélioré. Elle occupait la seconde place avec 4,2% des voix et se classait derrière Bouteflika.

Reconduite à la tête de son parti à l'issue du dernier congrès du Parti des travailleurs, elle a été mandatée pour être candidate à la présidentielle. Une troisième participation placée sous le signe de la préservation de l'intégrité du pays.

Louisa Hanoune, qui réfute violemment la thèse d'une participation-alibi, affirmait le jour de l'annonce de sa candidature qu'en dépit de la lourdeur de la tâche, elle assumait cette responsabilité pour œuvrer à la fondation de la seconde République.



Hanoune a donné le ton : sa campagne sera centrée sur la préservation de l'unité du pays. La numéro un du Parti des travailleurs en est convaincue : des dangers guettent le pays dans une conjoncture qu'elle qualifie de très particulière. Elle sera la seule femme à prendre part à une élection fermée et à l'issue connue d'avance.

N. I.

### Bouteflika : une candidature virtuelle controversée

De toutes les intentions à briger la magistrature suprême et des plus probables à devenir officiellement candidature après le 4 mars, celle du Président sortant, Abdelaziz Bouteflika, est la plus controversée. Et pour cause ! Pour Bouteflika, cet engagement dans la course électorale est le quatrième du genre et de suite, après 1999, 2004 et 2009. Son inscription en compétition est perçue comme une de trop.

D'abord parce que, au bout de trois mandats consécutifs, Bouteflika est comptable d'un bilan pas du tout reluisant, que ce soit au plan économique, social ou poli-



tique. Ensuite, parce qu'il est impotent, suite aux séquelles de son AVC du 27 avril 2013. Les Algériens, du moins dans une proportion importante, voient mal comment un Président qui a peiné à finir son troisième mandat peut assumer convenablement un mandat supplémentaire. D'ailleurs, jusqu'ici, Bouteflika fait figure de candidat virtuel, puisque les Algériens ne l'ont toujours pas entendu s'exprimer ni l'ont vu accomplir quelques activités publiques. Sur les réseaux sociaux, l'intention, autant dire la candidature de Bouteflika, est caricaturée à satiété. La rue commence aussi à grouiller de manifestations contre le 4<sup>e</sup> mandat.

L'opposition politique, qui ne se fait aucun doute sur les intentions de fraude électorale du gouvernement, boycotte, pour sa part, ce qu'elle n'a pas hésité à qualifier de mascarade électorale. Car, pour elle, cette intention de candidature est synonyme de coup de force électoral. Un sentiment largement partagé au demeurant et que conforte le comportement des agents de l'Etat et des médias audiovisuels publics.

L'intention de candidature de Bouteflika, qui devait être un acte d'expression individuel, a été annoncée par le Premier ministre Abdelmalek Sellal qui est également président de la Commission nationale de l'organisation de l'élection présidentielle. La télévision nationale a enchaîné par une promotion outrancière de cette annonce, engageant sur une vitesse supérieure une précampagne électorale entamée depuis septembre dernier, à travers la pérégrination de Sellal dans les wilayas.

Cependant, l'intention de candidature de Bouteflika a aussi eu comme préliminaire une tempête médiatique, soulevée par le secrétaire général du FLN, Amar Saâdani, qui s'en était pris ouvertement au DRS. Une tempête qui a laissé bien des observateurs entre-

voir un moment de rupture de gentlemen agreement entre la présidence et les services de renseignement.

S. A. I.

### Ali Benflis : dans la peau d'un challenger



Quoique les voix se font de plus en plus insistantes pour dénoncer un coup de force électoral, avec l'entrée en lice de Bouteflika, Ali Benflis n'entend que sa logique propre et de celle de ses partisans, laquelle se veut engagement dans le processus électoral quelles qu'en soient les conditions.

L'ancien chef de gouvernement, qui n'aura assurément pas de difficultés à valider sa candidature auprès du Conseil constitutionnel, ne fait pas de l'éloignement du chef de l'Etat de la course un préalable à son concours au scrutin. Rasséréné par des ralliements partisans à sa cause et épaulé par des personnalités de tous bords, Ali Benflis est en quête d'une victoire, pour lui synonyme de revanche sur d'abord Bouteflika qu'il a affronté en 2004, sur, ensuite, l'appareil FLN qui, encore une fois, lui a préféré le Président sortant. Malheureux candidat en 2004, Ali Benflis a dû attendre l'écoulement de deux mandats de suite pour se représenter à nouveau à la magistrature suprême.

Dans ses déclarations publiques, il affirme qu'il a passé les dix années de son absence de la scène publique à accomplir un travail de proximité et à tisser des réseaux.

Un travail dont il croit pouvoir récolter les fruits lors du scrutin du 17 avril prochain. Aussi il fait de son engagement dans la course une résolution irréversible. D'ailleurs, il retient la date du 4 mars, dernier jour du délai imparti, pour aller déposer ses souscriptions au niveau du Conseil constitutionnel. Des souscriptions dont il n'a pas eu de peine à récolter le

minimum obligatoire. Ali Benflis, qui a expliqué son silence, suite à la fraude électorale de 2004 au profit de Bouteflika par «sa culture d'Etat», rejette la qualification apposée à sa candidature, c'est-à-dire celle d'un lièvre qui accepte de concourir pour crédibiliser un processus électoral conçu pour la reconduction du Président sortant. Il estime, contrairement aux multiples appréhensions, que le coup est jouable, même si, déjà, il dénonce le parti-pris de la télévision en faveur de Bouteflika.

S. A. I.

### Aziz Belaïd : un parcours initiatique



Chef d'un parti agréé avec la grande vague des agréments délivrés après les émeutes de janvier 2011, El Moustaqbel, Aziz Belaïd fait avec sa participation au scrutin présidentiel son baptême du feu. Et ce ne sera pas le baptême d'un novice, le parcours sera, pour lui, évidemment initiatique. Ancien patron de l'UNJA, Aziz Belaïd a eu tout le temps de s'aguerrir en tant que militant politique, grâce aux connexions jadis fortement établies entre les organisations de masse et le parti FLN.

Depuis son leadership partisan, Aziz Belaïd a concouru lors de deux élections, les législatives et les locales de 2012. Sa récolte n'a pas été des meilleures mais reste tout de même appréciable.

C'est sur cette assise électorale qu'il s'est d'ailleurs appuyé pour battre campagne de récolte des souscriptions nécessaires à la validation de sa candidature auprès du Conseil constitutionnel. Il a d'ailleurs déposé ses souscriptions hier samedi.

Aziz Belaïd, tout comme Benflis, Louisa Hanoune et autre Moussa Touati ne semble pas gêné de participer à une élection que d'aucuns estiment faite pour le maintien de Bouteflika au pouvoir.

S. A. I.